

P. C. 23. 20 Af. S.

a/a

POLITISCHE DIREKTION

BUNDESAMT FUER AUSSENWIRTSCHAFT

Vertraulich

Bern, 12. Oktober 1990

Herrn Bundesrat  
René Felber  
Vorsteher des Eidg.  
Departementes für auswärtige  
Angelegenheiten

Herrn Bundesrat  
Jean-Pascal Delamuraz  
Vorsteher des Eidg. Volkswirt-  
schaftsdepartementes

Sehr geehrte Herren Bundesräte

In seiner Erklärung vom 22. September 1986 betreffend die Beziehungen der Schweiz zu Südafrika unterstrich der Bundesrat "qu'il étudiera les mesures qu'il conviendrait de prendre afin que le territoire suisse ne soit pas utilisé pour contourner celles établies par les Etats tiers".

In der Folge wurde von den beiden Unterzeichnenden eine interdepartementale Ueberwachungsgruppe gebildet mit der Aufgabe, die Wirtschaftsbeziehungen zwischen der Schweiz und Südafrika periodisch zu untersuchen.

Beiliegend erhalten Sie den siebten Bericht dieser Gruppe, mit folgenden Schwerpunkten:

- a) Was den Güterhandel zwischen der Schweiz und Südafrika betrifft, so gingen die Importe aus Südafrika im 1. Semester 1990 um rund ein Viertel zurück. Dies steht im Gegensatz zu den zwischen 1987 und 1989 beobachteten massiven Importerhöhungen.

- 2 -

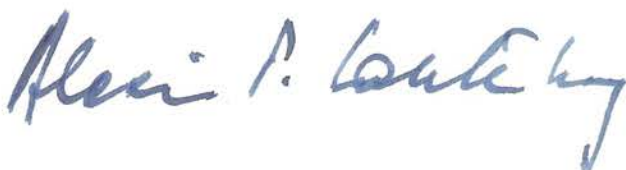
Der vorliegende Importrückgang ist hauptsächlich darauf zurückzuführen, dass seit Februar 1990 die aus Namibia stammenden Diamanten separat verbucht werden und damit keinen Niederschlag mehr in unseren Handelsstatistiken mit Südafrika finden.

- b) Bei den **Kapitalexporten** nach Südafrika konnte ein Rückgang gegenüber 1989 festgestellt werden. Dies deckt sich mit der bereits seit mehreren Jahren von den schweizerischen Finanzinstituten verfolgten Politik einer vorsichtigen und zurückhaltenden Kreditgewährung gegenüber Pretoria, infolge einer hohen Einschätzung des dortigen politischen und wirtschaftlichen Risikos.

Die untersuchten Güter- und Kapitalbewegungen geben hiermit keinen Anlass zur Vermutung von Umgehungsgeschäften.

Wir versichern Sie, sehr geehrte Herren Bundesräte, unserer ausgezeichneten Hochachtung.

FINANZ- UND WIRTSCHAFTSDIENST / EDA



(Alexis P. Lautenberg)

BUNDESAMT FUER AUSSENWIRTSCHAFT



(David de Pury)

Beilage erwähnt

Kopie: Herrn Bundesrat Otto Stich  
Vorsteher des Eidg. Finanzdepartementes

C O N F I D E N T I E L

Berne, le 12 octobre 1990

Relations économiques avec l'Afrique du Sud  
Surveillance statistique

Basé sur la Déclaration du 22 septembre 1986, le Conseil fédéral a constitué un groupe interdépartemental de surveillance chargé d'examiner périodiquement les relations économiques de la Suisse avec l'Afrique du Sud, en particulier dans les domaines touchés par les sanctions convergentes prises par nos principaux partenaires économiques à l'égard de l'Afrique du Sud et d'étudier les mesures à prendre si le territoire suisse devait être utilisé pour contourner ces dernières.

Pour la septième fois, ledit groupe, composé de représentants du DFAE, DFEP et DFF, présidé par le DFAE et l'OFAEE, a effectué pour le premier semestre de 1990 une surveillance statistique systématique des flux de biens et capitaux entre la Suisse et l'Afrique du Sud.

**1 Surveillance du commerce des biens**

**1.1 Evolution de la balance commerciale**

Pendant le premier semestre de 1990, les exportations suisses vers l'Afrique du Sud ont augmenté de 6 % par rapport à la même période en 1989, s'élevant à 273 mio. de francs. Celles-ci tendent à la hausse depuis 1988 tout en restant bien en deçà de l'année-record de 1981. Les exportations principales sont comme à l'accoutumée les machines (+ 12 %) et les produits chimiques (+ 6 %).

Pendant la même période, les importations suisses de l'Afrique du Sud ont diminué de 27 % à 353 mio. de francs (or exclu). La forte diminution s'explique essentielle-

- 2 -

ment par le fait que les importations de diamants sont comptabilisées séparément depuis février 1990 selon qu'ils proviennent de l'Afrique du Sud ou de la Namibie. Les autres importations majeures sont toujours le platine (+ 56 %), les produits agricoles (+ 26 %) et les métaux (- 7 %).

Notre balance commerciale avec l'Afrique du Sud lors du premier semestre de 1990 est à nouveau déficitaire (- 79 mio. frs), confirmant ainsi cette tendance qu'elle connaît depuis 1988.

## 1.2 Sanctions convergentes

### 1) Importation de certains produits en fer et en acier

Les importations suisses de produits en fer et en acier ont pour le premier semestre de 1990 diminué de 19 % en valeur (13 mio. de francs) et augmenté de 14 % en quantité (17'074 t). Il n'existe toujours pas d'indice permettant de conclure à un contournement par la Suisse desdites sanctions. Le prix modeste de l'acier sud-africain par rapport à l'acier d'autres provenances semble toujours expliquer cette hausse quantitative.

### 2) Coopération nucléaire

Aucune nouvelle affaire à signaler.

### 3) Importations de monnaies d'or

La Suisse a importé durant le premier semestre de 1990 des Krügerands pour une valeur de 1 mio. de francs et une quantité de 74 kg, ce qui représente une baisse de 92 % par rapport à la même période en 1989. Les importations de monnaies d'or sont communément sujettes à de fortes fluctuations par rapport à la valeur de l'or.

#### 4) Livraison d'ordinateurs à la police et à l'armée sud-africaine

Les ordinateurs d'origine étrangère ne sont réexportés vers l'Afrique du Sud qu'avec l'autorisation du pays fournisseur auquel il incombe ainsi d'examiner lui-même si l'exportation va à l'encontre des sanctions prises. Les exportations d'ordinateurs d'origine suisse en Afrique du Sud sont modestes.

#### 5) Exportation de pétrole

Certaines sociétés suisses semblent organiser le transfert de pétrole en Afrique du Sud sans que la marchandise ne touche effectivement le territoire suisse. Selon le dernier rapport du "Shipping Research Bureau", une organisation non gouvernementale financée entre autres par les Nations Unies, il s'agirait en particulier des firmes suisses Marc Rich AG à Zoug et African Middle East Petroleum Company à Genève.

### 1.3 Sanctions non convergentes

#### 1) Diamants

Les importations de diamants ont fortement diminué lors du premier semestre de 1990 avec 360 kg (- 31 %) et 165 mio. de francs (- 54 %). Cette diminution est essentiellement due au fait que, depuis février 1990, les diamants namubiens ne sont plus comptabilisés avec les diamants sud-africains. Au cours de cette période, la Suisse a importé en provenance de la Namibie pour 175 mio. de francs de diamants, ce qui représente la quasi totalité de ses importations namubiennes (à l'exception de quelques produits agricoles).

## 2) Charbon

Les importations de houille ont connu au premier semestre de 1990 une hausse de 67 % en valeur (12,8 mio. de francs) et de 58 % en quantité (155'273 t). Si cette hausse devait se confirmer pour toute l'année, les importations en 1990 seraient toujours inférieures à celles de 1988 (forte baisse en 1989). Il convient de noter que la Suisse a importé durant cette période 85 % de ses besoins en houille en provenance de l'Afrique du Sud, dépendance marquée très fortement depuis 1987.

## 3) Lingots d'or

Les importations de lingots d'or pendant le premier semestre de 1990 ont pour la première fois depuis 1987 connu un accroissement avec 1,8 mia. de francs (+ 39 %) et 97 t (+ 47 %). Si cette hausse devait également se confirmer pour toute l'année, les importations en 1990 seraient toujours inférieures à celle de 1988 (légère baisse en 1989).

## 2. Surveillance des investissements directs

L'interdiction de procéder à des nouveaux investissements directs en Afrique du Sud ne constitue pas véritablement une sanction convergente dans la mesure où sa mise en pratique s'effectue de manière très différente selon les membres de la CE.

La statistique de la BNS n'étant publiée qu'en novembre, les données concernant les investissements directs suisses en Afrique du Sud pour 1989 sont actuellement inconnues.

- 5 -

Par ailleurs, le montant des investissements directs sud-africains en Suisse ne nous est pas connu. Il est cependant intéressant de noter qu'en mars 1990, le groupe diamantaire sud-africain De Beers a décidé de se diviser juridiquement en deux parties, afin de regrouper l'ensemble de ses activités internationales, notamment la commercialisation des diamants sous l'égide d'une société établie à Lucerne, De Beers Centenary SA. Il y a deux ans, le groupe Rembrandt de la famille Rupert, actif dans les mines, les services financiers et les produits de luxe a également procédé de la même manière en établissant son siège à Zoug (compagnie Financière Richmond SA).

### 3. Ueberwachung von Kapitalexporten

#### 3.1. Kapitalexporte

Nach dem Entschluss ausländischer Banken Mitte 1985, ihre kurzfristigen Kreditlimiten aus Südafrika zurückzuziehen, limitierte sich Pretorias Zugang zu Krediten auf handelsbezogene Finanzierungsinstrumente (vor allem auf durch staatliche Exportförderungsbehörden gedeckte Kredite) und wenige neue, mittelfristige Kredite an öffentliche Körperschaften und den Privatsektor (von ausländischen Geldgebern, deren Guthaben vom Schuldentrückzahlungsstopp, den die Regierung verfügt hatte, ausgenommen waren).

Die Schweiz hat seit 1974 die Kapitalexporte nach Südafrika (in Form von Anleihen und Finanzkrediten die eine Höhe von 10 Mio. SFr. und eine Laufzeit von 1 Jahr übersteigen) der Bewilligungspflicht unterstellt. Seit 1980 beträgt eine entsprechende Plafonierung 300 Mio.SFr. jährlich. Nicht unter diese Limite fallen Exportkredite, Konversionen, bzw. Refinanzierungen / Verlängerungen bereits abgeschlossener Geschäfte, sowie international syndizierte Fremdwährungskredite. Im Durchschnitt der letzten fünf Jahre wurde der Plafond jedoch nur zu knapp einem Fünftel beansprucht. Bei den 1990 bewilligten 13,5 Mio.SFr. handelt es sich sogar nicht einmal mehr um einen Neukredit, sondern lediglich um eine Kreditablösung durch einen neuen Schuldner. (vgl. Annex 3)

Die Schweizer Banken haben seit 1984 ihr Engagement in Südafrika - gestützt auf eine hohe Einschätzung des politischen und wirtschaftlichen Risikos - stetig reduziert. Die Verfolgung dieses Trends lässt sich auch für 1989/90 beobachten. (vgl. Annex 2). Dasselbe gilt für die in Annex 4a aufgezeichnete Eurodevisenstatistik per Ende Juni 1990.

Die Hoffnung auf eine Verbesserung der Risikoeinschätzung und damit auf ein investitionsförderndes Klima infolge des anfangs 1990 durch die Regierung de Klerk eingeleiteten politischen Reformprozesses, verblasst zurzeit mit der zunehmenden Eskalation des schwarz/schwarzen Konfliktes. Der nicht vorhandene Konsens unter den verschiedenen schwarzen



Gruppierungen sorgt einmal mehr dafür, dass Südafrika von Wirtschaftsexperten als "High-Risk-Country" bezeichnet wird, eine Einschätzung, der die Schweizer Finanzinstitute kaum widersprechen, indem sie weiterhin an einer kurzfristigen (und daher nicht unter die Kapitalausfuhrbewilligungspflicht fallenden) Finanzierungspolitik gegenüber der Kaprepublik festhalten oder grundsätzlich nur ERG-gedeckte Exportfinanzierungen vornehmen.

Bei den ausserhalb des Plafonds liegenden Konversionen, die zwischen 1986 und 1988 völlig eingestellt worden waren, ist gegenüber 1989 eine Erhöhung festzustellen. (vgl. Annex 3). Da die über drei oder vier Jahre laufenden konvertierten Anleihen auf sechs Monate kündbar sind, stellen sie an und für sich eine willkommene kurzfristige Anlage dar und widerspiegeln somit das normale Verhalten der Finanzmärkte gegenüber einem "High-Risk-Country".

Bei der Interpretation der interessierenden Statistiken ist auch zu berücksichtigen, dass ein sinkender US\$ (wie zwischen 1985 und 1987, sowie zwischen 1989 und heute) den Negativtrend im Südafrika-Engagement tendenziell verstärkt, werden doch beinahe die Hälfte aller Forderungen gegenüber Pretoria in US\$ verbucht. (vgl. Annex 4b)

### 3.2. Verschuldung

Die Kapitalabflüsse aus Südafrika werden im Zeitraum 1990 bis 1993 auf 8,4 Mrd.Rd. geschätzt. Das Land braucht jährlich rund 2 Mrd.Rd. zur Schuldentrückzahlung. Zum Jahresanfang 1989 betrug die Aussenverschuldung 21,2 Mrd.US\$. Mitte Oktober 1989 gewährte ein Konsortium von 330 internationalen Gläubigerbanken Südafrika zur Rückzahlung von 8 Mrd.US\$ eine neue Frist. Diese nach 1986 und 1987 dritte Umschuldungsvereinbarung erstreckt sich über eine Periode von dreieinhalb Jahren (1. Juli 1990 bis 31. Dezember 1993). Danach müssen 1,5 Mrd. US\$, die Ende 1990 fällig geworden wären, bis zum Jahresende 1993 in acht Raten getilgt werden. Ausserhalb des Moratoriums sollten südafrikanische Schuldner gegen weitere 12 Mrd.Rd. zurückzahlen.

Die drei Schweizer Grossbanken SBG, SKA und SBV waren an den Umschuldungsverhandlungen beteiligt. Ihr totales Engagement dürfte sich in der Grössenordnung von knapp 1 Mrd.SFr. bewegen. Damit befindet sich die Schweiz hinter Grossbritannien, den USA, Luxemburg und Frankreich an fünfter Stelle der Gläubigerländer.

#### 4. Schlussfolgerung

Im Bereich der von unseren wichtigsten Handelspartnern ergriffenen konvergenten Sanktionen gegenüber Südafrika, konnten seit dem letzten Bericht keine Umgehungsgeschäfte festgestellt werden.

Was den Güterhandel zwischen der Schweiz und Südafrika betrifft, so nahmen die Importe aus Südafrika während des ersten Semesters 1990 ab; dies im Gegensatz zu den zwischen 1987 und 1989 beobachteten massiven Erhöhungen. Der vorliegende Importrückgang ist hauptsächlich auf die Tatsache zurückzuführen, dass seit Februar 1990 die aus Namibia stammenden Diamanten separat verbucht werden. Auf der Seite der schweizerischen Exporte nach Südafrika ist der seit 1988 anhaltende leichte Aufwärtstrend weiterhin zu beobachten.

Bei den untersuchten Kapitalflüssen konnte ein weiterer Rückgang der Forderungen schweizerischer Finanzinstitute gegenüber der Kaprepublik festgestellt werden. Dieses Verhalten ist im logischen Einklang mit der dortigen politischen und wirtschaftlichen Risikoeinschätzung.

ANNEXE 1a

H A N D E L S B I L A N Z  
\*\*\*\*\*

<u>Jahr</u>	<u>Importe</u> <sup>1)</sup> <u>in Mio. Fr.</u>	<u>Veränderung</u> <u>in %</u>	<u>Exporte</u> <u>in Mio. Fr.</u>	<u>Veränderung</u> <u>in %</u>	<u>Saldo</u> <u>in Mio. Fr.</u>
1981	153	- 28	670	+ 34	+ 517
1982	154	+ 1	530	- 21	+ 376
1983	193	+ 25	489	- 8	+ 296
1984	204	+ 6	550	+ 12	+ 346
1985	171	- 16	483	- 12	+ 312
1986	154	- 10	431	- 11	+ 277
1987	395	+ 156	405	- 6	+ 10
1988	800	+ 103	471	+ 16	- 329
1989	1'178	+ 47	517	+ 10	- 661
1990 (I-VI)	353	- 27	273	+ 6	- 79

1) ohne Goldbarren und Krügergold

Annexe 1bRésumé des relations économiques Suisse - Afrique du SudI. Sanctions convergentes à l'égard de l'Afrique du Sud

- Interdiction d'importer certains produits en fer et en acier en provenance d'Afrique du Sud

Importations suisses:

1987	20'000 t	13 mio. frs
1988	18'000 t	16 mio. frs
1989	24'000 t	31 mio. frs
1990 (I-VI)	17'000 t	13 mio. frs

- Interdiction d'importer des pièces d'or d'Afrique du Sud

Importations suisses:

(1984	33'500 kg	858 mio. frs)
1987	220 kg	4 mio. frs
1988	259 kg	5 mio. frs
1989	906 kg	17 mio. frs
1990 (I-VI)	74 kg	1 mio. frs

- Interdiction de conclure de nouvelles affaires dans le secteur nucléaire avec l'Afrique du Sud

La Suisse n'a pas conclu de nouvelles affaires avec l'Afrique du Sud dans le secteur nucléaire.

## II. Sanctions non convergentes à l'égard de l'Afrique du Sud

### Diamants

Importations suisses:

1987	534 kg	187 mio. frs
1988	2'339 kg	564 mio. frs
1989	2'628 kg	888 mio. frs
1990 (I-VI)	360 kg	165 mio. frs*

\* Depuis février 1990, les diamants namubiens et sud-africains sont comptabilisés séparément.

### Charbon

Importations suisses:

1987	370'000 t	26 mio. frs
1988	379'000 t	25 mio. frs
1989	254'000 t	20 mio. frs
1990(I-VI)	155'000 t	13 mio. frs

### Lingots d'or

Importations suisses:

1987	305 t	6 mia. frs
1988	198 t	4 mia. frs
1989	173 t	4 mia. frs
1990 (I-VI)	97 t	2 mia. frs

- Interdiction de livrer des ordinateurs à l'armée et à la police sud-africaine

Exportations en Afrique du Sud:

	<u>Origine suisse</u>	<u>Origine étrangère*</u>
1987	1 mio. frs	6 mio. frs
1988	1 mio. frs	4 mio. frs
1989	1 mio. frs	2 mio. frs
1990 (I-VI)	1 mio. frs	-----

\* La Suisse n'octroie une licence d'exportation qu'avec le consentement du pays fournisseur.

- Interdiction d'exporter du pétrole en Afrique du Sud

Certaines sociétés suisses semblent organiser le transfert de pétrole en Afrique du Sud sans que la marchandise ne touche effectivement le territoire suisse.

- Interdiction de procéder à de nouveaux investissements directs en Afrique du Sud

La statistique de la BNS n'est que peu représentative puisqu'elle inclut également les réinvestissements et se base sur les informations volontaires d'environ 500 entreprises.

GUTHABEN UND VERPFLICHTUNGEN GEGENUEBER SUEDAFRIKA (per Jahresende) (1988: 137 Banken)  
(in Mio. SFr.) (1989: 135 Banken)

	AUSLANDGUTHABEN			AUSLANDVERPFLICHTUNGEN			NETTOPOSITION		
	(1984)	1988	1989	(1984)	1988	1989	(1984)	1988	1989
alle Banken	(4'554)	2'159	2'157	(600)	851	818	(3'954)	1'308	1'339
Grossbanken		1'649	1'493		688	549		961	944

**BEWILLIGUNGSPFLICHTIGER KAPITALEXPORT NACH SÜDAFRIKA**

(in Mio. SFr.)

	innerhalb Plafond	ausserhalb Plafond		
	Anleihen und Finanzkredite	Exportkredite	Konversionen/ Refinanzierungen	Total
1984	300	-	460	460
1985	83	168	220	388
1986	38	-	-	-
1987	52	-	-	-
1988	115	46	-	46
1989	6	30	189	219
1990 <sup>*</sup>	13,5 <sup>**</sup>	30	245	275

\* (1. Jan.- 4. Sept.)

\*\* es handelt sich hier lediglich um eine Kreditablösung, d.h. um einen Schuldnerwechsel innerhalb Südafrika

Quelle: SNB, 27. Sept. 1990



EURODEVISENSTATISTIK (Forderungen und Verbindlichkeiten gegenüber Südafrika)  
(in Mio. SFr.)

	Total	Total	Nettoposition + Ueberschuss F. - Ueberschuss V.	Forderungen nach Restlaufzeiten		
	Verbindlichkeiten	Forderungen		bis 1 Jahr	1-2 Jahre	über 2 Jahre
Dezember 84	301	3380	3079	2039	125	325
Dezember 85	373	3071	2698	2700	90	281
Dezember 86	298	1725	1427	1432	108	185
Dezember 87	246	1524	1278	983	35	506
März 88	256	1552	1296	1008	20	524
Juni 88	518	1670	1152	1136	349	185
September 88	345	1605	1260	1042	393	170
Dezember 88	278	1580	1302	1012	350	218
März 89	302	1964	1662	1385	353	227
Juni 89	299	2079	1780	1873	31	175
September 89	337	1809	1472	1574	39	196
Dezember 89	384	1472	1088	1272	15	185
März 90	332	1453	1121	1237	19	197
Juni 90	299	1778	1479	1580	14	184

Quelle: SNB/ Eurodevisenstatistik (letztmals per 8. Oktober 1990)

EURODEVISENSTATISTIK

## FORDERUNGEN GEGENUEBER SUEDAFRIKA (in 1'000 SFr.)

	Total	Schweizerfranken			Fremde Währungen		
		Banken	Nichtbanken	Total	Banken	Nichtbanken	Total
per Ende März 1989	1'964'192	356'400	531'767	888'207	665'689	410'297	1'075'986
per Ende März 1990	1'453'458	232'948	481'402	714'350	390'256	348'851	739'107
per Ende Juni 1990	1'777'899	244'889	466'325	711'214	611'997	454'690	1'066'687

## VERBINDLICHKEITEN GEGENUEBER SUEDAFRIKA (in 1'000 SFr.)

	Total	Schweizerfranken			Fremde Währungen		
		Banken	Nichtbanken	Total	Banken	Nichtbanken	Total
per Ende März 1989	301'814	17'918	46'984	64'902	135'653	101'257	236'910
per Ende März 1990	332'273	21'431	39'353	60'784	173'491	97'998	271'489
per Ende Juni 1990	299'035	51'445	61'674	113'119	78'653	107'264	185'917